

**DOSSIER DE PORTER À CONNAISSANCE PORTANT SUR
L'EXPLOITATION ENVISAGÉE D'UNE NOUVELLE UNITÉ
DE TRAITEMENT DES LIXIVIATS ET LA RÉUTILISATION DES PERMÉATS**

**INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS
EXPLOITÉE PAR LA SOCIÉTÉ SUEZ RV CENTRE EST À DONZERE**

Rédacteur - Affaire Suivie par

Pascal BRIE - VALENCE

Subdivision 6 – Gestion des déchets

Tél. : 04 75 82 46 37

Courriel : pascal.brie@developpement-durable.gouv.fr

Ref DREAL : 20251013-RAP-DAEN1110

Vérificatrice

Céline DAUJAN - VALENCE

Approbateur

RÉFÉRENCE DU DOSSIER

Références	Code de l'environnement, articles R. 181-45 et R. 181-46 Arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 2014 modifié Version 1 du dossier de porter à connaissance du 27 novembre 2024 Rapport du 13 février 2025, avec demande de compléments à l'exploitant Version 2 du dossier de porter à connaissance du 1 ^{er} juillet 2025
Exploitant	Société SUEZ RV Centre Est
Adresse de l'établissement	345 chemin des Bouzarudes 26 290 DONZERE
Activité exercée	Stockage de déchets dangereux et non dangereux
Code AIOT	0006107044
Priorité	PN
Pièces jointes	<u>ANNEXE 1</u> : Schéma de principe du fonctionnement de la future unité de traitement de lixiviats <u>ANNEXE 2</u> : Critères minimaux réglementaires applicables aux rejets d'effluents liquides dans le milieu naturel <u>ANNEXE 3</u> : Guide technique « <i>Recommandations pour la gestion des émissions de poussières et de l'usage de l'eau lors de la circulation sur pistes non revêtues</i> » <u>ANNEXE 4</u> : Projet d'arrêté
Transmission des documents	
- original	DDPP 26
- copies	Inspecteur signataire

1 – INTRODUCTION

La directrice territoire Stockage ARA-PACA de la société SUEZ RV Centre Est nous a envoyé, le 27 novembre 2024, un dossier de porter à connaissance concernant la modification de l'unité de traitement de lixiviats du centre de stockage de déchets exploité à DONZERE, avec réutilisation des perméats.

L'examen de ce dossier nous a conduit à lui faire part de nos observations par lettre du 17 février 2025.

Nous avons reçu une seconde version du dossier le 1er juillet 2025, examinée dans le présent rapport.

2 – PRÉSENTATION DU CENTRE EXPLOITÉ À DONZERE

2.1 Présentation générale

L'installation de stockage de déchets exploitée actuellement à DONZERE par la société SUEZ RV Centre Est, est autorisée depuis 1981, d'abord en tant que carrière, puis installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) et dangereux (casier de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes).

L'arrêté préfectoral d'autorisation réglementant l'ensemble des installations exploitées dans ce site date du 3 juillet 2014. Il a été modifié par plusieurs arrêtés préfectoraux. Les installations autorisées sont les suivantes :

- un centre de tri et de transfert de déchets non dangereux, d'une capacité de 149 500 tonnes/an ;
- une unité de rupture de charge pour l'accueil, dans un bâtiment fermé, des déchets susceptibles de générer des envols ;
- une plate-forme de valorisation de métaux ;
- une plate-forme de valorisation de bois ;
- une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes (déchets dangereux) ;
- une aire de stockage temporaire de déchets non dangereux en balles ;
- une installation de stockage de déchets non dangereux (extension Nord DONZERE 2).

Diverses installations non classées mais liées à la gestion du centre sont exploitées, notamment une unité de traitement de lixiviats : Les eaux pluviales percolant à travers les déchets mis en place dans une installation de stockage de déchets se chargent en polluants, elles sont appelées lixiviats : Il convient de les collecter et de les traiter.

Le centre exploité à DONZERE disposait d'une unité de traitement de lixiviats appelée CogéBiome, dont le procédé de traitement reposait sur l'association en série d'un prétraitement biologique, d'un traitement par évaporation, d'un traitement par osmose inverse ainsi que d'une dispersion des perméats au sein d'une tour aérorefrigérante.

L'exploitant a décidé de cesser l'exploitation de cette unité, dans la mesure où son rendement et sa disponibilité globale se sont progressivement dégradés. De juin à octobre 2023, des lixiviats ont été

traités par une unité mobile de location (Biome), des lixiviats ont été et sont encore actuellement envoyés pour traitement dans deux stations d'épuration externes (Montélimar et Pierrelatte). Selon les besoins, l'exploitant fait appel à une unité de traitement mobile de location pendant la période estivale.

La capacité moyenne annuelle d'accueil de déchets non dangereux dans l'ISDND s'élève à **150 000 tonnes**. La capacité maximale annuelle d'accueil de ces déchets s'élève à **200 000 tonnes**.

L'autorisation d'exploiter l'ISDND est accordée jusqu'au **1^{er} janvier 2034**.

L'ISDND se compose de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées :

– **DONZERE 1** : Cette zone est en période de post-exploitation pour une durée de 30 ans depuis le 31 décembre 2000 (article 1.7.7 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014).

– **DONZERE 2** : L'exploitation de cette zone est achevée depuis plusieurs années, mais sa couverture finale n'est pas totalement en place du fait de sa connexité avec la zone Extension NORD DONZERE 2, dont l'exploitation nécessite de passer sur une partie de DONZERE 2.

– **Extension NORD DONZERE 2** : Le dernier casier de stockage de déchets non dangereux de cette zone, appelé casier n°13, est en cours d'exploitation. Sa fin d'exploitation se situerait au second semestre 2026.

– **DONZERE 3** : L'exploitation de cette zone succédera à celle de la zone Extension NORD DONZERE 2.

3 – PRÉSENTATION DU DOSSIER DE PORTER À CONNAISSANCE

Ses éléments essentiels sont les suivants :

3.1 – Caractéristiques de la nouvelle unité de traitement de lixiviats

La nouvelle installation de traitement de lixiviats sera installée sur la plateforme existante en lieu et place de l'ancienne, cette plateforme est étanche et équipée, afin de récupérer les égouttures.

Les lixiviats se trouvant dans les casiers de stockage de déchets du centre sont pompés dans des puits et dirigés dans un bassin de stockage d'une capacité de 4 000 m³, et un bassin biologique d'une capacité de 1 500 m³.

Le nouveau procédé de traitement appliqué aux lixiviats se composera comme suit :

- 1 - préfiltration primaire par filtre à sable ;
- 2 - préconcentration des lixiviats par osmose inverse ;
- 3 - premier évapoconcentrateur (comprenant les deux passes de flot tombant existant pour porter la concentration à 15 % de siccité) ;
- 4 - un nouvel évaporateur à circulation forcée dimensionné pour porter la concentration finale à 30 % de siccité ;
- 5 - un condenseur de capacité 1 500 kW couplé à une tour adiabatique de 1 500 kW ;
- 6 - retour des condensats d'évaporation en tête en mélange avec les lixiviats ;
- 7 - retour en tête d'évaporateur des eaux de contre-lavage des filtres à sable.

Le schéma de principe du fonctionnement de la future unité figure en annexe 1 au présent rapport. Notons qu'un système de refroidissement adiabatique est prévu, une telle installation ne relève pas à ce jour de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant a confié à la société EKOS une étude portant sur l'estimation de la quantité de lixiviats générés dans les casiers du centre de DONZERE pour les années à venir. La modélisation adoptée conduit à une estimation de 26 000 m³ par an, soit 70 à 80 m³ par jour. La nouvelle unité de traitement sera dimensionnée en conséquence.

3.2 – Sous-produits générés par la nouvelle unité de traitement de lixiviats

Deux types de sous-produits seront générés par le nouveau procédé de traitement :

- les perméats ;
- les superconcentrats (concentrats d'évaporateurs dont la siccité est supérieure à 30 %).

3.2.1 – Gestion des perméats

1/ Quantité et qualité

L'estimation d'environ 26 000 m³ par an de lixiviats à traiter conduit à la production d'environ 24 000 m³ par an de perméats.

L'exploitant signale que les caractéristiques physico-chimiques des perméats produits par la nouvelle unité de traitement respecteront les valeurs limites applicables aux rejets d'effluents liquides dans le milieu naturel fixées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Ces valeurs limites figurent en annexe 2 au présent rapport.

L'exploitant ajoute enfin que la conductivité des perméats produits ne dépassera pas 1200 µS/cm (un des critères conditionnant le rejet des eaux pluviales du centre dans le bassin d'infiltration appartenant à la société VINCI-AUTOROUTES : Article 4.3.13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 2014).

2/ Réutilisations envisagées

*** Arrosage des pistes et des zones de déchargement – Optimisation de l'aspersion**

L'arrosage des pistes et des zones de déchargement est nécessaire pour prévenir le soulèvement des poussières aux passages des véhicules, en particulier des poids lourds et engins.

L'arrosage d'une piste consiste à apporter au sol une quantité d'eau suffisante permettant de réduire significativement l'envol des poussières, tout en évitant la génération d'eau de ruissellement. Le dimensionnement des besoins en eau du sol doit donc être défini précisément, selon le guide technique version novembre 2021 « *Recommandations pour la gestion des émissions de poussières et de l'usage de l'eau lors de la circulation sur pistes non revêtues* » (voir annexe 3 du présent rapport).

Sur la base de ce guide, l'exploitant estime que ses besoins en eau sont de l'ordre de 9 200 m³ par an. Il précise que plusieurs hypothèses ayant été posées, la quantité approximative d'eau nécessaire pour les arrosages pendant la période estivale peut être arrondie à 10 000 m³ chaque année.

* Arrosage des zones réaménagées

L'exploitant justifie la nécessité de cet arrosage pour reprise et maintien de la végétation, le maintien de l'hygrométrie, la prévention du risque d'incendie, la compensation des périodes de sécheresse, plus fréquentes et plus intenses, dans un contexte de réchauffement climatique.

Son estimation du besoin s'élève à environ 700 litres/m²/an. L'exploitant conclut que les besoins en eau de son centre de Donzère peuvent être intégralement couverts par la réutilisation des perméats.

3.2.2 – Gestion des superconcentrats

L'exploitant précise qu'ils continueront d'être stockés au sein du casier en cours d'exploitation sous réserve d'atteindre 30 % de siccité.

3.3 – Evolution du classement réglementaire liée à la nouvelle unité de traitement

Dans son dossier, l'exploitant souligne que ni la nouvelle unité de traitement de lixiviats, ni la réutilisation des perméats dans le centre de Donzère ne relève d'une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Par contre, la réutilisation de tous les perméats produits entraîne l'arrêt de l'exploitation de la tour aéroréfrigérante (TAR) relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 2921-b de la nomenclature des installations classées.

3.4 – Modification non substantielle

L'exploitant rappelle l'article R. 181-46 du Code de l'environnement qui définit ce qui est à considérer comme une modification substantielle au sein d'un centre exploitant des installations classées soumises à autorisation :

1° Extension : Il ne s'agit pas d'une extension d'activité dans le centre (Par exemple : Augmentation de la capacité globale de stockage de déchets // augmentation de la capacité annuelle d'accueil de déchets // accueil de nouvelles catégories de déchets).

2° Atteinte des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté ministériel : Non, dans la mesure où la nouvelle unité de traitement ne traitera que les lixiviats générés dans le centre de Donzère, comme l'ancienne unité.

3° Création de dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 : La nouvelle unité de traitement de lixiviats remplace l'ancienne, il n'y aura pas déplacement géographique de l'implantation de l'installation. La capacité de traitement sera plus importante pour faire face au besoin du centre : La nouvelle unité de traitement aura une capacité de 26 000 m³ par an, alors que l'ancienne avait une capacité de 16 000 m³ par an.

La réutilisation de perméats est un élément nouveau, qui a des effets positifs largement développés dans le dossier présenté, puisqu'elle permettra de réduire les prélèvements d'eau dans le milieu naturel.

L'exploitant conclut qu'il n'y a pas modification substantielle, mais seulement notable.

3.5 – Garanties financières

L'exploitant rappelle la réglementation applicable dans ce domaine, il conclut à l'absence d'incidence de son projet de nouvelle unité de traitement de lixiviats sur le montant des garanties financières du centre de Donzère.

4 – BILAN SUR LES OBSERVATIONS FORMULÉES PAR NOTRE SERVICE LE 17 FÉVRIER 2025

Les éléments de réponse de l'exploitant à nos observations formulées par lettre du 17 février 2025 sont exposés ci-dessous :

4.1 – Arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

L'annexe I de l'arrêté ministériel s'intitule « Critères minimaux applicables aux rejets d'effluents liquides dans le milieu naturel ».

L'exploitant s'engage à les respecter, pour ce qui concerne les eaux pluviales de ruissellement. Dans la seconde version de son dossier, il propose en effet page 20 de modifier ainsi l'article 4.3.15.2 intitulé « *Rejet dans le milieu naturel* » de l'arrêté préfectoral d'autorisation de son centre :

« Une valeur de pH comprise entre 6,5 et 8,5 et une conductivité inférieure à 1 200 μ S/cm conditionnent le rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel. Au-delà de ces valeurs ou en cas de coloration anormale, les paramètres visés dans le tableau présent à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié sont analysés.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans un bassin d'infiltration, non seulement la convention qui le lie au propriétaire de ce bassin, mais aussi les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Pendant toute la période d'exploitation des casiers de stockage de déchets non dangereux du site, une analyse du pH et une mesure de la conductivité des eaux pluviales sont réalisés :

- 1 - mensuellement dans les bassins étanches de stockage situés à l'intérieur du site,*
- 2 - avant tout déversement dans un bassin d'infiltration, hormis lors d'événements pluvieux de fréquence décennale.*

Les paramètres de rejet doivent respecter les critères minimaux applicables aux rejets d'effluents liquides fixés à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié. »

Ceci n'est acceptable que **si le centre n'a pas d'autres rejets d'effluents liquides** (en l'occurrence les perméats), **dans le milieu naturel.**

4.2 – Absence d'étude d'impact dans le dossier présenté

La seconde version du dossier présenté ne contient pas d'étude d'incidence sur la réutilisation des perméats, dans la mesure où l'exploitant souligne page 24 que **les perméats ne seront pas rejetés au milieu naturel mais réutilisés en arrosage au droit des casiers de stockage**. Il ajoute que la qualité des perméats, même s'ils ne sont pas rejetés au milieu naturel, respectera à minima les critères fixés à l'annexe I de l'arrêté du 15 février 2016 modifié pour ce type de rejet.

L'exploitant explique que *« l'arrosage des pistes et de la zone de déchargement ne dépassera pas le besoin en eau nécessaire pour la bonne gestion des poussières. En effet, un excès d'arrosage entraînerait un ruissellement sur les pistes qui pourraient dégrader celles-ci. Aussi, l'arrosage se limitera au strict besoin d'abattement des poussières et l'eau ainsi utilisée se verra être progressivement évaporée. Par conséquent, il n'y aura aucun impact sur le sol, le sous-sol ou les eaux souterraines »*.

Quant aux zones réaménagées, la majorité de l'arrosage sera consommée par la végétation, sinon les eaux percoleront au sein des casiers de stockage de déchets.

L'exploitant conclut page 24 : *« Il peut être conclu que les modifications envisagées (conception d'une nouvelle unité de traitement des lixiviats et réutilisation des perméats pour de l'arrosage au droit des casiers de stockage) ne généreront aucun impact nouveau sur le sol, le sous-sol et les eaux souterraines. »*

4.3 – Cessation d'activité de la tour aéroréfrigérante

La réutilisation de tous les perméats produits dans le cadre de l'exploitation de la nouvelle unité de traitement de lixiviats entraîne l'arrêt de l'exploitation de la tour aéroréfrigérante (TAR), associée à l'ancienne unité, relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 2921-b de la nomenclature des installations classées.

À la page 20 de la seconde version du dossier présenté, l'exploitant précise *« La suppression de la tour aéroréfrigérante (TAR) au profit d'une tour adiabatique nécessite la mise à jour du tableau des rubriques défini à l'article 1er de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 novembre 2024. »*

L'exploitant devra donc présenter le moment venu un dossier pour cette cessation d'activité, en application de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement. Dans sa lettre du 1^{er} juillet 2025 accompagnant le dossier, l'exploitant précise qu'un dossier de cessation d'activité distinct du dossier de porter à connaissance nous sera transmis concernant l'arrêt et le démantèlement de la tour aéroréfrigérante (TAR).

4.4 – Maîtrise du risque de développement des légionelles

La nouvelle unité de traitement de lixiviats comprendra un dispositif de refroidissement adiabatique, qui ne relève pas de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées. Ceci étant, certains de ces dispositifs peuvent présenter un risque de développement de légionelles.

Dans sa lettre du 1^{er} juillet 2025 accompagnant le dossier, l'exploitant précise qu'une tour adiabatique est un dispositif de refroidissement d'un fluide chaud en **circuit fermé** avec circulation d'un flux d'air ambiant. Il n'y aurait ainsi pas de formation de microgouttelettes et de panache,

contrairement à une TAR. Selon lui, la tour adiabatique ne présenterait aucune menace sanitaire liée à la légionelle.

Ceci étant, il précise que cette tour fera l'objet d'un suivi bactérien et d'une désinfection dont les fréquences seront à définir, en prenant en compte l'aspect ponctuel de son utilisation. La tour adiabatique ne sera en effet utilisée qu'en complément de l'arrosage.

4.5 – Performances et fiabilité de la nouvelle unité de traitement des lixiviats

Aucun volet du dossier présenté ne porte sur les performances et la fiabilité de la nouvelle unité de traitement des lixiviats. Qu'en est-il des meilleures techniques disponibles en matière de traitement de lixiviats ? Qu'en est-il de la fiabilité du traitement envisagé ? Quels sont les contrôles proposés (fréquence, paramètres), portant sur les caractéristiques des perméats et le cas échéant des surconcentrats ?

À la page 23 de la seconde version de son dossier, l'exploitant se contente de préciser que l'osmose inverse est une méthode de filtration tangentielle qui présente un seuil de coupure en poids molécules très bas. Cette technique est connue pour éliminer efficacement les contaminants en ne laissant passer que les molécules d'eau.

Dans sa lettre du 1^{er} juillet 2025 accompagnant le dossier, l'exploitant signale que la future unité de traitement de lixiviats sera conduite par BIOME, société spécialisée et référencée sur une cinquantaine d'installations de stockage de déchets non dangereux de France en matière de traitement des lixiviats. En plus de la conduite, le contrat prévoit la maintenance de l'installation (préventive et curative).

L'exploitant souligne que le procédé d'osmose inverse est une technologie éprouvée dans le traitement des lixiviats. Les contrôles envisagés lors de l'exploitation de l'unité seront les suivants :

- 1 – un autocontrôle en continu avec une mesure de la conductivité et du pH entraînant l'arrêt immédiat de l'unité de traitement en cas de dérive ;
- 2 – des analyses hebdomadaires réalisées en interne par le prestataire mandaté pour conduire l'unité de traitement sur quelques paramètres clés : température, pH, conductivité, azote global, demande chimique en oxygène, phénols et les matières en suspension, matières sèches (siccité) ;
- 3 – une analyse trimestrielle sur l'ensemble des paramètres définis à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, pour les perméats ;

– une analyse annuelle sur la siccité et taux de matières sèches des super concentrats.

4.6 – Garanties financières

Nous confirmons que la nouvelle unité de traitement de lixiviats envisagée n'est pas soumise à garanties financières.

5 – CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

En application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, la directrice territoire Stockage ARA-PACA de la société SUEZ RV Centre Est a présenté, le 27 novembre 2024, un dossier de porter à connaissance portant sur la modification de l'unité de traitement de lixiviats du centre de

stockage de déchets exploité à DONZERE, avec réutilisation des perméats. L'unité actuelle ne serait plus utilisée, les lixiviats sont traités dans deux stations d'épuration externes (Montélimar et Pierrelatte), et l'exploitant fait appel, selon la nécessité, à une unité de traitement mobile de location pendant la période estivale.

L'article 11-IV de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux précise que le traitement des lixiviats est réalisé selon la hiérarchie suivante :

1. Traitement dans une installation implantée dans le périmètre de l'installation génératrice de lixiviats.
2. Traitement dans une installation implantée dans une installation de stockage de déchets non dangereux disposant des autorisations nécessaires.
3. Uniquement en cas de défaillances ponctuelles des traitements prévus aux deux points précédents : traitement dans une installation autorisée à recevoir ce type d'effluents.

La nouvelle unité de traitement de lixiviats envisagée est donc en cohérence avec cet article.

Au terme de l'analyse de la première version de ce dossier, nous avons informé l'exploitant par lettre du 17 février 2025 que le remplacement de l'unité de traitement de lixiviats actuelle, devenue obsolète, par une nouvelle unité de traitement, ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement.

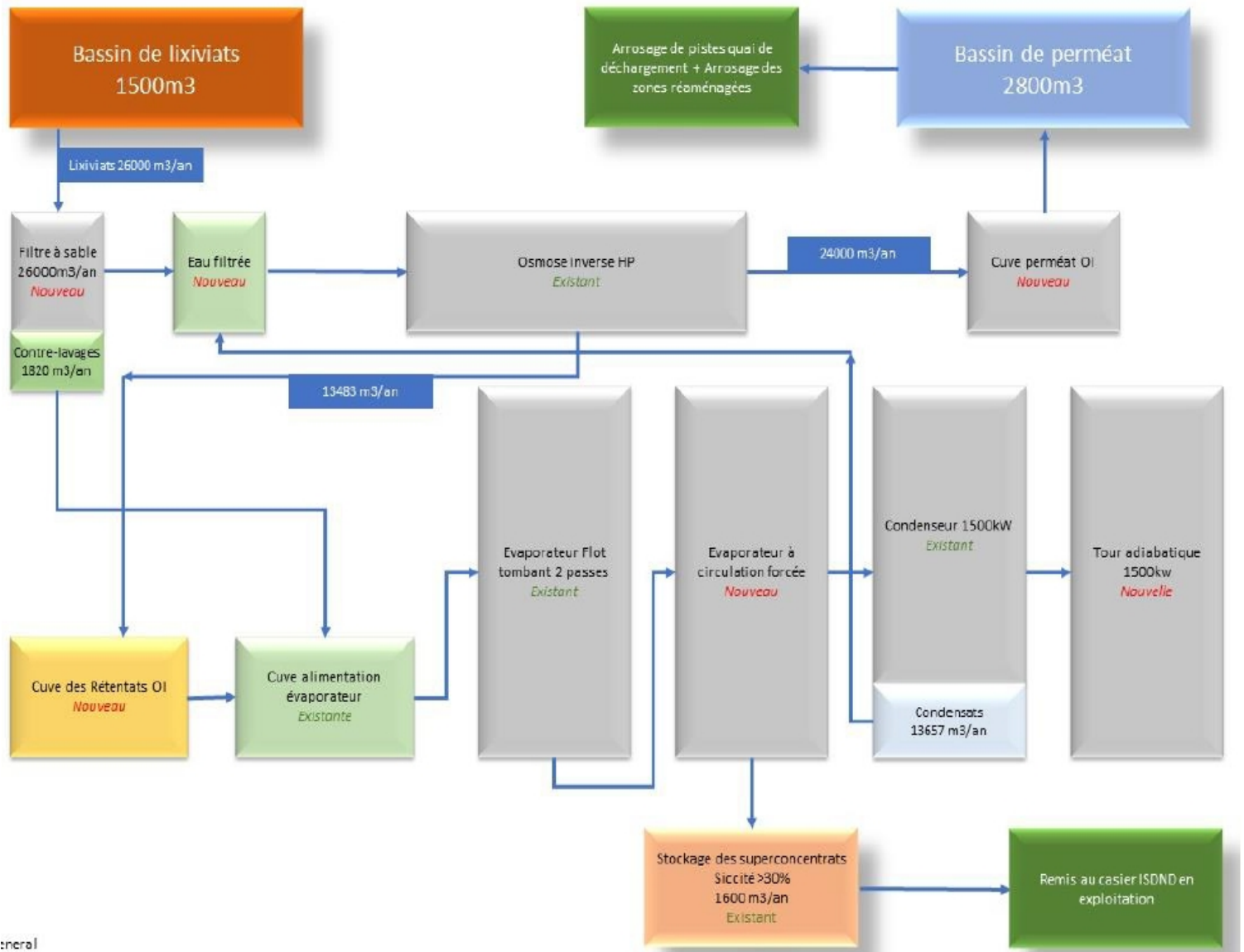
L'examen de la seconde version du dossier de porter à connaissance, présentée le 1er juillet 2025 par l'exploitant, peut être considérée acceptable.

Nous proposons d'encadrer l'exploitation de la nouvelle unité de traitement de lixiviats par les prescriptions rassemblées à l'article premier le projet d'arrêté préfectoral figurant à l'annexe 4 du présent rapport.

L'article 2 de ce projet d'arrêté porte sur la mise à jour des conditions de rejet des eaux dans le milieu naturel, il s'appuie sur l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Cette annexe fixe les critères minimaux applicables aux rejets d'effluents liquides dans le milieu naturel.

ANNEXE 1

Schéma de principe du fonctionnement de la future unité de traitement de lixiviats



ANNEXE 2

Critères minimaux réglementaires applicables aux rejets d'effluents liquides dans le milieu naturel

Ils figurent à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

1 - Paramètres globaux			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Matières en suspension (MES)	-	1305	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15 kg/j < 35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	-	1841	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	-	1314	< 300 mg/l si flux journalier max < 100 kg/j < 125 mg/l au-delà
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	-	1313	< 100 mg/l si flux journalier max < 30 kg/j. < 30 mg/l au-delà
Azote global	-	-	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max. > 50 kg/j.
Phosphore total	-	1350	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max. > 15 kg/j.
Phénols	-	1440	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
2 - Substances spécifiques du secteur d'activité			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Métaux totaux dont :	-	-	< 15 mg/l
Plomb et ses composés (Pb)	7439-92-1	1382	50 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome et ses composés (Cr)	7440-47-3	1389	0,5 mg/l (dont Cr ⁶⁺ : 100 µg/l) si le rejet dépasse 1 g/j
Cuivre et ses composés (Cu)	7440-50-8	1392	100 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel et ses composés (Ni)	7440-02-0	1386	200 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (Zn)	7440-66-6	1383	500 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nota. - Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.			
Ion fluorure (F-)	16984-48-8	7073	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j.
Cyanures libres (CN-)	57-12-5	1084	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Hydrocarbures totaux	-	7009	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.
Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)(*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.

(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

ANNEXE 3

Guide technique « Recommandations pour la gestion des émissions de poussières et de l'usage de l'eau lors de la circulation sur pistes non revêtues »

Il a été publié en **novembre 2021** par l'Université Gustave Eiffel, en collaboration avec la FNTP, l'UMTM et le SPTF.

Objectifs du guide :

- Prévention des nuisances : Limiter les nuisances causées par les émissions de poussières sur les chantiers de terrassement.
- Optimisation de l'usage de l'eau : Proposer des méthodes pour maîtriser les besoins en eau lors de l'arrosage des pistes non revêtues.
- Méthodologie : Fournir une méthodologie pour évaluer les sols, le matériel d'arrosage et l'environnement proche du site.

Contenu du guide :

Le guide se compose de plusieurs parties :

- Généralités sur les poussières : Description des mécanismes de production et d'envol des poussières.
- Estimation des besoins en eau : Méthodes pour déterminer la quantité d'eau nécessaire pour le rabattement des poussières.
- Évaluation de l'environnement : Analyse de l'exposition à la poussière dans l'environnement proche.
- Recommandations : Conseils pratiques pour prévenir la production et l'envol des poussières.

Informations pratiques :

- Langue : Français
- Nombre de pages : 55
- ISBN : 978-2-85782-756-6
- Licence : CC BY-NC-ND 4.0
- Contact : librairie(at)univ-eiffel.fr